



RÉSEAU DE PROFESSIONNELS JUNIORS

Les jeunes professionnels aux services de la ville de demain

Compte-rendu de la rencontre Jeunes Professionnels

Date : 21 février 2013

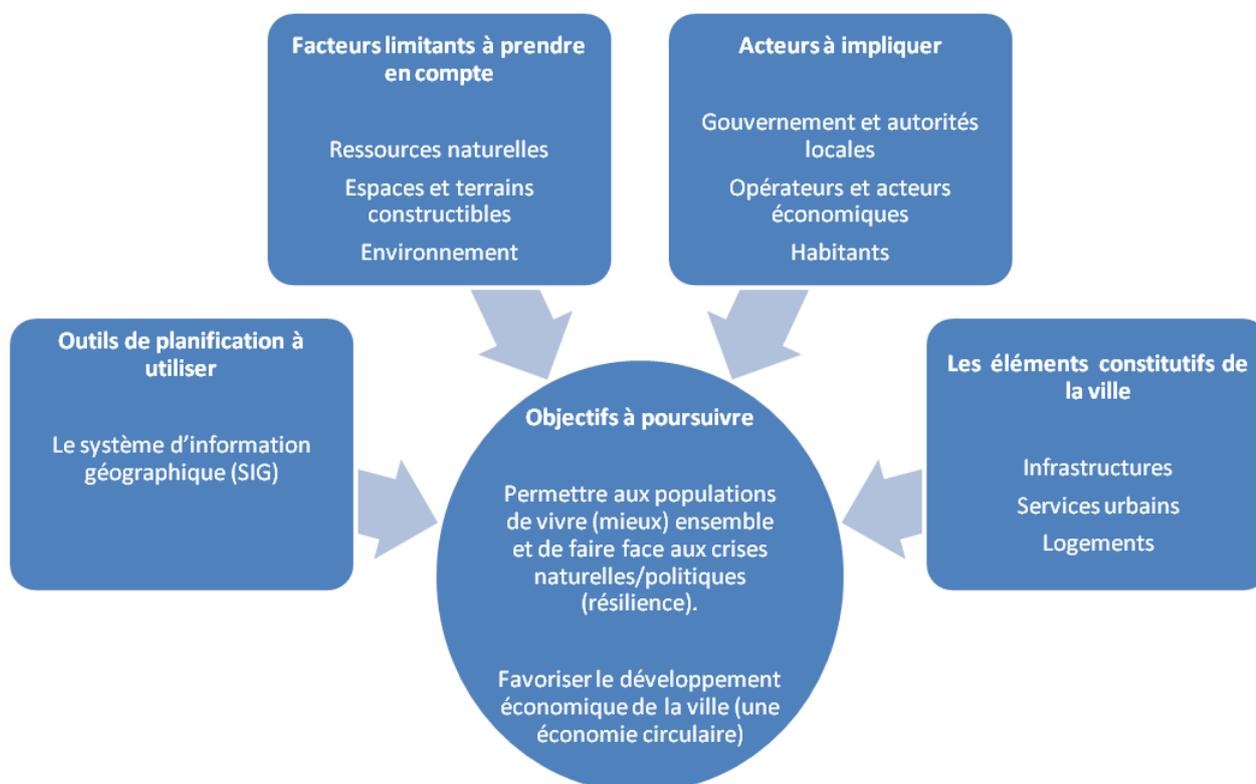
Lieu : Café Le Voltigeur, Paris

Animateur : Chloé Jolly

1. Problématique

Comment prévoir anticiper, orienter la croissance urbaine, planifier le développement des infrastructures pour un meilleur accès aux services essentiels ?

Des questions ambitieuses auxquelles le réseau Projection et ses membres tentent d'apporter des éléments de réponses depuis le 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau de Marseille. Les premières concertations dans le réseau ont permis de délimiter le champ de la planification urbaine notamment. Outil de prise de décision devant associer l'ensemble des parties prenantes (acteurs politiques, habitants, acteurs économiques, opérateurs), la planification urbaine est



perçue comme favorisant un équilibre entre les ressources limitées et contraintes physiques du territoire et les besoins des populations. Son objectif serait de proposer in fine la réalisation des services urbains, logements, etc. qui permettraient aux habitants de la ville de vivre mieux. Une proposition de schéma a été établie en ce sens (cf.ci-dessus).

En prenant en compte cette proposition de définition, l'accès restreint aux services dans les villes des pays en développement peut poser la question de l'efficacité de cette planification.

Les difficultés peuvent être multiples. La planification urbaine est un procédé complexe et fastidieux à portée temporelle importante (entre dix et quinze ans). Il faut donc être capable d'anticiper des évolutions par définition incertaines comme l'évolution démographique et les besoins des populations concernées.

Concrètement, il s'agit d'analyser la situation présente et de déterminer par quels moyens les objectifs définis par la politique de la ville pourraient être atteints. Il en résulte des documents techniques et des schémas directeurs (non contraignants juridiquement), permettant de chiffrer techniquement et financièrement les besoins de la ville pour atteindre les objectifs fixés. La planification urbaine devrait donc être à la base du développement urbain.

Pour envisager les villes de demain et fournir des services adaptés, pérennes et de qualité, un droit d'inventaire est a priori nécessaire concernant :

- l' « état des lieux » des villes du Sud ;
- les acteurs concernés et leurs interactions ;
- les outils à leur disposition pour comprendre, analyser et anticiper la ville.

Le présent compte-rendu est le fruit des échanges entre les membres du réseau présents à la rencontre du 21 février 2013. Cette rencontre avait pour but de préciser dans un cadre participatif, le cadrage thématique du Forum *DEFIS SUD 2* – aux services de la ville de demain - qui se tiendra les 19 et 20 avril prochains à Paris.

2. La ville au Sud, un constat d'échec ?

Il est délicat de modéliser « une » ville du Sud, tant les cas de figure sont différents. Toutefois, les centres urbains des pays en développement présentent un certain nombre de points communs.

Le phénomène de bidonvilisation est particulièrement récurrent. Selon les chiffres d'UN-Habitat, un tiers de la population urbaine mondiale vit aujourd'hui dans un bidonville. Ces quartiers sont notamment caractérisés, toujours selon UN-Habitat, par une forte densité démographique et un accès aux services essentiels très limité, voire inexistant.

Ce phénomène est en partie imputable à l'exode rural massif qui constitue une autre particularité des pays en développement. Les populations rurales s'installent en général dans des quartiers défavorisés souvent situés en périphérie des villes, ce qui accentue l'étalement urbain sans que les collectivités puissent en assurer le contrôle. Ainsi, les problématiques d'accès aux services s'accroissent proportionnellement à l'accroissement démographique dans ces quartiers. Afin de les contourner, les instances politiques sont souvent tentées de refuser la reconnaissance de ces zones d'habitats. A cela s'ajoute la non-reconnaissance des habitants

eux-mêmes dont il n'est pas rare qu'ils n'aient pas d'existence administrative et donc pas la possibilité d'exercer leurs droits.

Si de manière générale le constat peut paraître alarmant, l'aspect financier y est pour une bonne partie responsable. Difficile pour une collectivité contrainte financièrement de travailler sur tous les fronts. La réalité économique l'oblige bien souvent à agir de manière pragmatique (service après service par exemple) et prend le pas sur la planification.

Est-ce qu'une planification optimale pourrait permettre de mieux utiliser les ressources financières ? Quels sont les outils à la disposition des acteurs pour mieux comprendre la ville, connaître ses ressources, les analyser, et la planifier en conséquence ? Quid de leur efficacité ?

3. Quels outils pour mesurer et planifier la ville ?

La typologie des outils utilisés dans la planification urbaine est diversifiée. Les planificateurs peuvent se reposer sur des documents réglementaires et techniques. Il existe notamment :

- les schémas de cohérence territoriale (SCOT)
- les schémas (ou les schémas directeurs) d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE ou SDAGE)
- des bases de données
- une cartographie
- des outils de gouvernance (structures de gestion ou cellules de concertation)
- des données statistiques, liées au recensement par exemple
- des outils de gestion du patrimoine.
- les rapports d'incidents offrant un aperçu de l'historique des problèmes sur les réseaux
- l'audit permettant de faire un point sur l'existant
- des plateformes de coordination des acteurs de la ville

Souvent, l'utilisation de ces outils se heurte à la question de leur pertinence. Les différences observées par exemple aux niveaux de la collecte et du traitement des données entre les secteurs rendent l'harmonisation des données improbable et ne favorisent pas leur comparaison.

De plus, le chevauchement de ces outils est assez récurrent. Il est dû notamment aux échelles de temps et aux unités territoriales contradictoires. Cette incompatibilité systématique réduit l'importance qu'attachent les acteurs de l'accès aux services et de la planification urbaine à ces outils.

Les outils de planification, tant urbaine que sectorielle, devraient dans l'idéal être évolutifs afin de faciliter la mise en place d'un système de suivi-évaluation. Leur développement concomitant faciliterait par ailleurs un décloisonnement sectoriel efficace.

4. De nombreux acteurs à coordonner

Les acteurs de la ville peuvent être départagés en quatre catégories :

- les acteurs politiques ou administratifs articulent et coordonnent les différents échelons d'acteurs. Si les institutions demeurent, les dirigeants changent. Cette instabilité peut

engendrer des changements radicaux dans la politique de la ville susceptibles de ralentir son évolution ;

- les spécialistes techniques et les opérateurs conçoivent et exécutent les projets ;
- la population exprime ses besoins et ses attentes. Les habitants peuvent être issus de milieux divers, potentiellement caractérisés par des cultures et des traditions différentes. Le consensus dans cette situation n'est pas naturel. Mais il arrive que des associations de quartiers soient créées pour favoriser une démarche participative des habitants ;
- les intermédiaires, comme les médias, facilitent le dialogue entre les différents acteurs.

La coordination entre ces différents acteurs est un réel enjeu. Dans de nombreuses villes du Sud, chaque protagoniste travaille indépendamment des autres. Il n'existe que très peu de structures leur offrant une plateforme de discussions et d'échanges. Dans ces conditions, il semble difficile de prendre en compte les expériences positives ou négatives de chacun.

Les populations qui ne se sentent pas intégrées à la stratégie de planification de la ville peuvent alors être amenées à procéder à une autogestion générale de leurs quartiers. Cette situation, qui peut exister dans les bidonvilles, n'est toutefois pas toujours néfaste. A titre d'exemple, Villa El Salvador est un bidonville de la banlieue de Lima qui s'est développé au fil des efforts de ses habitants pour devenir aujourd'hui une ville gérée par une municipalité officielle, proposant un nombre important de services à ses habitants, et caractérisée par des indicateurs sociaux exemplaires (taux d'alphabétisation élevé...).

A l'inverse, une coordination entre les acteurs n'est pas toujours synonyme de succès. Il est possible en effet qu'elle alimente l'immobilisme. Les décisions collégiales étant rares, très peu d'orientations constructives peuvent être suivies si le consensus est recherché. Il est donc important de réfléchir à une forme de démocratie participative qui permettrait d'avoir une vision globale de la société sans pour autant en empêcher l'évolution.

5. La ville durable au Sud, du mythe à la réalité

L'idéal de la ville durable intègre pêle-mêle les notions « à la mode » d'écologie, d'autonomie, d'adaptabilité, de mixité, d'inclusivité, de résilience, de mobilité, ou de participation. Face à des ressources souvent limitées, il sous-entend également un développement et une optimisation des ressources internes, ainsi qu'une connectivité forte avec les zones rurales environnantes.

Relativement récent au Nord, le concept de ville durable doit pouvoir s'appliquer au Sud. Pour que cela puisse devenir réalité et étant donné l'« état des lieux » général, de nombreux changements devraient être opérés a priori :

- reconnaissance et prise en compte des acteurs locaux ;
- formalisation des quartiers ;
- régularisation foncière des habitats spontanés ;
- autonomie et interconnexion des quartiers ;
- accession de la collectivité comme « manager urbain », sachant équilibrer son rôle de leadership et d'animation/concertation des acteurs ;
- Etc.

Pour aller plus loin

UN-Habitat, [State of the World's cities 2012/2013](#)

Banque mondiale, [Planning, Connecting, and Financing Cities Now – Priorities for City Leaders](#), 2013

Convergence 2015, [Urbanisation des pays en développement : Quelles implications pour la pauvreté et pour l'environnement ?](#), 2012

AFD, [Parole d'acteurs n°10 : Villes en développement](#), 2011

ContreAverses 2013, Guillaume Josse (Groupe Huit), [Planification urbaine stratégique et rénovation urbaine dans les quartiers précaires](#), 2013

Etaient présents à cette rencontre :

Prénom, Nom	Structure	Email
Martin Leménager	AFD	lemenagerm@afd.fr
Baptiste Julien	SEDIF	b.julien@sedif.fr
Claire Vigé-Hélie	Les ateliers	claire.vigehelie@gmail.com
Tatiana Körber-Toro	Projection	korber.tatiana@gmail.com
Chloé Jolly	Projection	chloe.jolly@gmail.com
Gwénola Michel	Suez Environnement	gwenolamichel@hotmail.fr
Jeanne Grueau	Université Paris Sud XI	jeannegrueau@orange.fr
Riad Tirouche	Projection	riad@reseaprojection.org
Bastien Arville	Greenpeace	bastien.arville@zoho.com
Nathalie Frayssinet	EVESA	nathalie.c.frayssinet@gmail.com
Amélie Boissonnet	Eau Vive	amelieboissonnet@gmail.com
Laurent Sermanet	Archi Urba	laurent.sermanet@gmail.com
Diane Machayekhi	Projection	diane@reseaprojection.org
Pierre Do	Institut polytechnique de Bordeaux	pierre.do@ipb.fr
Laetitia Martinet	AFD	laetitimartinet@gmail.com
Fatou Diagne		fdiagne@gmail.com
Jean-Hugues Hermant	Projection	jean-hugues@reseaprojection.org

La discussion continue !

N'hésitez pas à nous faire parvenir vos remarques, vos idées, ou vos propositions :

Directement sur notre site Internet : <http://www.reseaprojection.org/fr/2013/02/20/rappel-rencontre-jp-a-paris-le-21-fevrier.html>

Ou par mail : info@reseaprojection.org